

CCAS DE BAILLARGUES

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Le débat d'orientations budgétaires a pour vocation de permettre au Président du CCAS de présenter au conseil d'administration, avant l'examen et le vote du budget primitif, les grandes orientations des finances du CCAS.

Il doit être organisé dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget et doit donner lieu à une délibération qui prend acte de la tenue de ce dernier. Cet acte n'emporte pas de caractère décisionnel.

Le CCAS est un établissement public administratif qui a pour mission d'intervenir dans les domaines de l'action sociale légale et facultative ainsi que dans les actions et activités relevant de la solidarité et de la cohésion sociale.

Il possède son autonomie financière avec un budget propre et également un budget annexe pour la gestion de l'EHPAD Les Pins Bessons.

Le CCAS de la ville de Baillargues est géré par un conseil d'administration composé de 13 membres dont le Maire qui en est le Président, 6 membres issus du conseil municipal et 6 nommés par le Maire.

Il dispose d'une commission permanente pour l'attribution des aides facultatives.

MISSIONS DU CCAS ET BILAN D'ACTIVITES 2018

Les compétences du CCAS sont définies par le Code de l'Action Sociale et de la Famille (CASF) et sont de deux ordres : les missions obligatoires, confiées par la loi et les missions facultatives, décidées par la Municipalité dans le cadre des compétences prévues par la réglementation.

Dans le cadre de ses missions obligatoires le CCAS participe à l'instruction des dossiers d'aide sociale légale, domicilie les personnes sans résidence stable, tient un fichier des demandes de prestations d'aides sociales.

Dans le cadre de ses missions facultatives, le CCAS anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune. Ces actions correspondent à des besoins identifiés sur le territoire communal et illustrent l'engagement de la politique sociale de la municipalité. Il s'agit de prestations adaptées à des publics spécifiques : personne en situation de précarité, personnes âgées ou handicapées, etc.

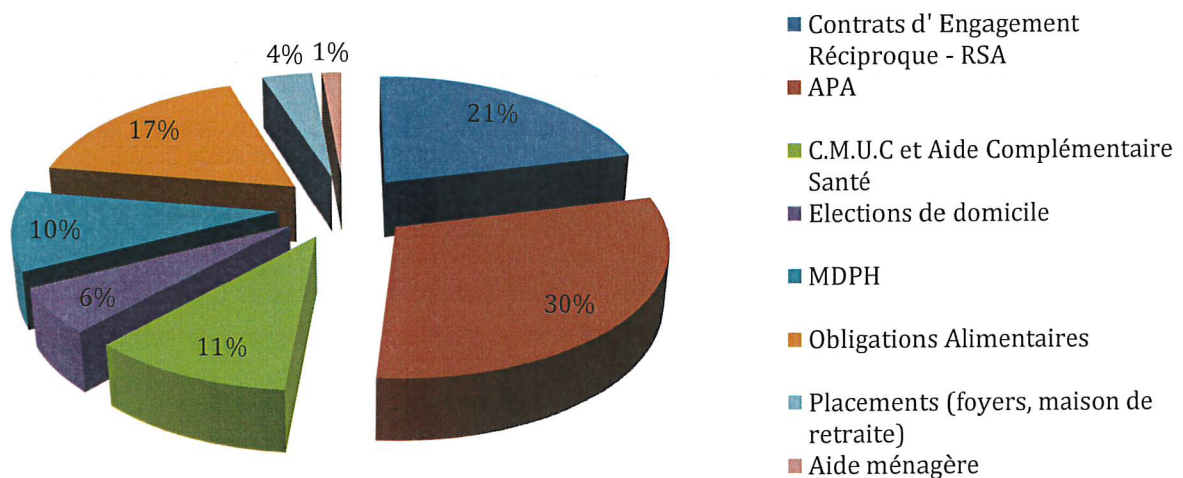
LES AIDES SOCIALES

■ Bilan des dossiers d'aides légales

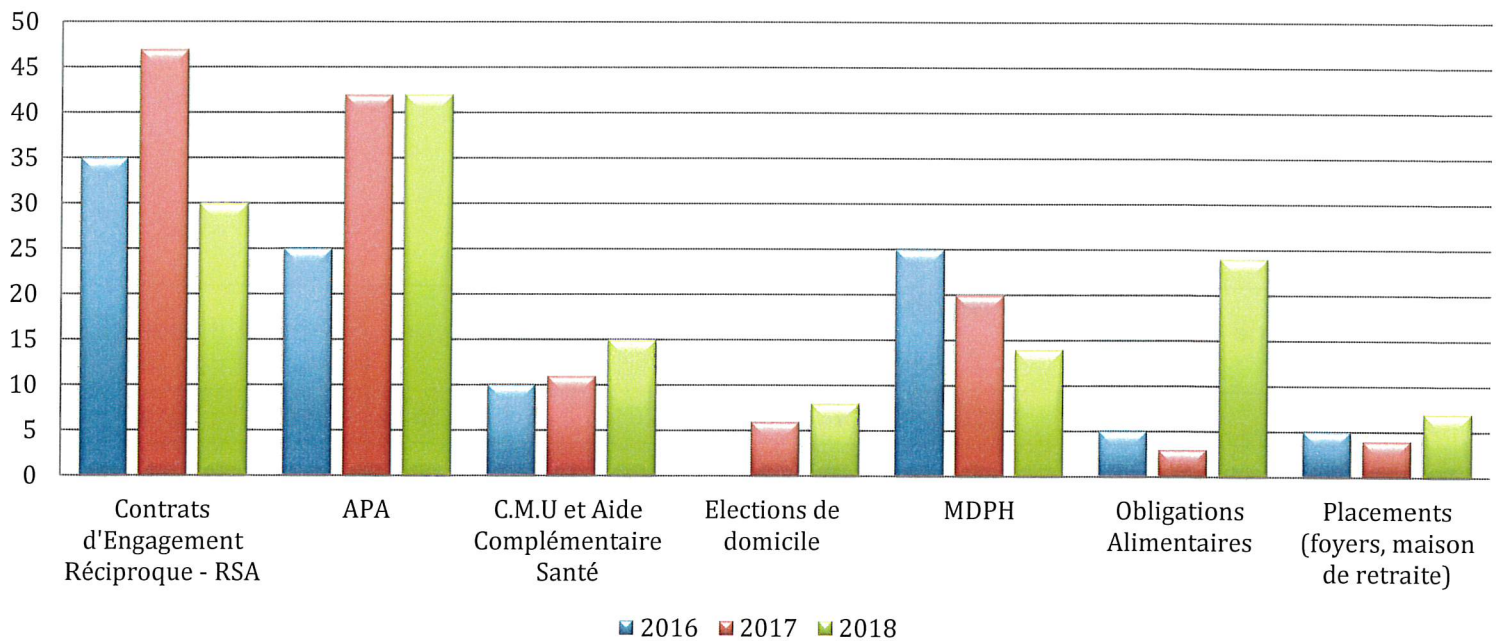
Le CCAS participe à l'instruction des dossiers de demande d'aide sociale. Il assure uniquement l'instruction administrative. Il a un rôle d'accueil des demandeurs, d'aide au remplissage des dossiers et de transmission à l'autorité chargée de statuer sur la demande.

Type de dossiers	2016	2017	2018
Contrats d'Engagement Réciproque - RSA	35	47	30
APA	25	42	42
C.M.U et Aide Complémentaire Santé	10	11	15
Elections de domicile	0	6	8
MDPH	25	20	14
Obligations Alimentaires	5	3	24
Placements (foyers, maison de retraite)	5	4	7
TOTAL	105	133	140

Aides légales 2018



Evolution des aides légales de 2016 à 2018



Après une augmentation de 27% entre 2016 et 2017, nous enregistrons une nouvelle hausse de 5% des dossiers traités entre 2017 et 2018.

▪ Le recensement des personnes vulnérables dans le cadre des plans canicule et grand froid

La loi du 30 juin 2004 organise la prévention du risque « canicule ». Elle confie au maire le soin d'instituer un registre nominatif des personnes âgées ou en situation de handicap, vivant à domicile et qui en font la demande. Il fonctionne du 1^{er} juin au 31 août.

Le plan grand froid s'adresse aux personnes vulnérables, âgées, isolées ou en situation de handicap. Il fonctionne du 1^{er} novembre au 31 mars en cas de vague de grand froid. Tous les usagers inscrits sur le registre communal bénéficient des actions mises en œuvre pour prévenir et limiter les effets liés aux températures de l'hiver en cas d'avis de vigilance orange ou rouge émis par Météo France.

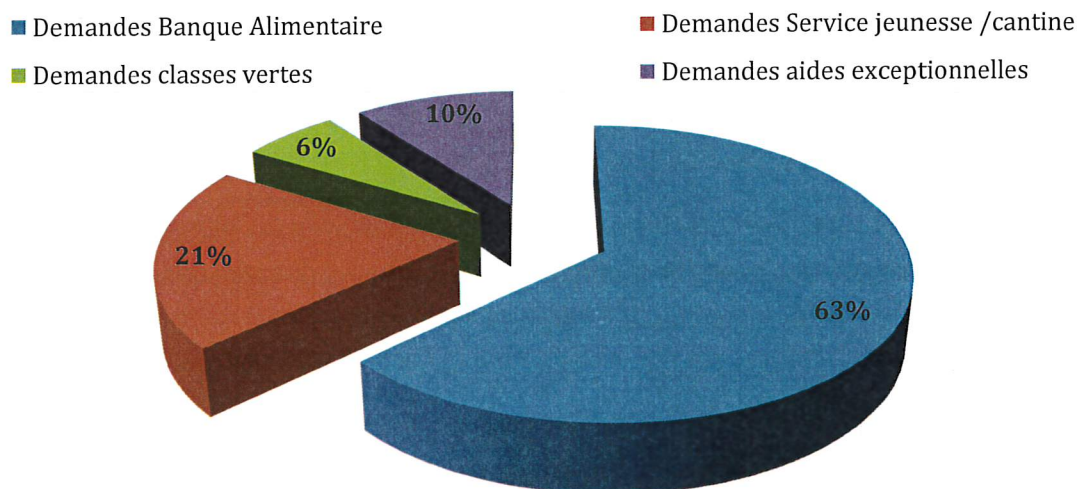
Cette année le CCAS a adhéré au dispositif PROXI VIGIE Canicule et Grand Froid de la Métropole en partenariat avec La Poste, qui lui a permis de solliciter les facteurs pour assurer des actions de prévention auprès des personnes les plus vulnérables.

■ Bilan des dossiers d'aide sociale facultative

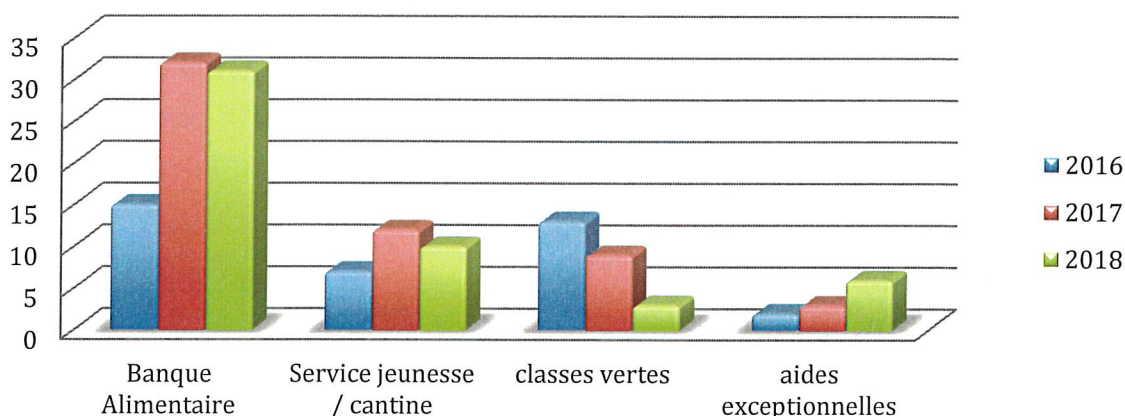
Le conseil d'administration a adopté un nouveau règlement des aides sociales facultatives dans sa séance du 19 juillet 2018 afin d'en fixer les modalités d'attribution de manière précise.

Types de demande	Nombre de foyers demandeurs			Nombre d'accords			Nombre de bénéficiaires		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Demandes de colis de la Banque Alimentaire	15	32	31	13	30	30	24	70	64
Demandes Service jeunesse / cantine	7	12	10	5	11	6	7	11	10
Demandes classes vertes	13	9	3	12	9	3	15	9	3
Demandes aides exceptionnelles	2	3	5	1	3	5	5	3	6
Total	37	56	49	31	53	44	51	93	83

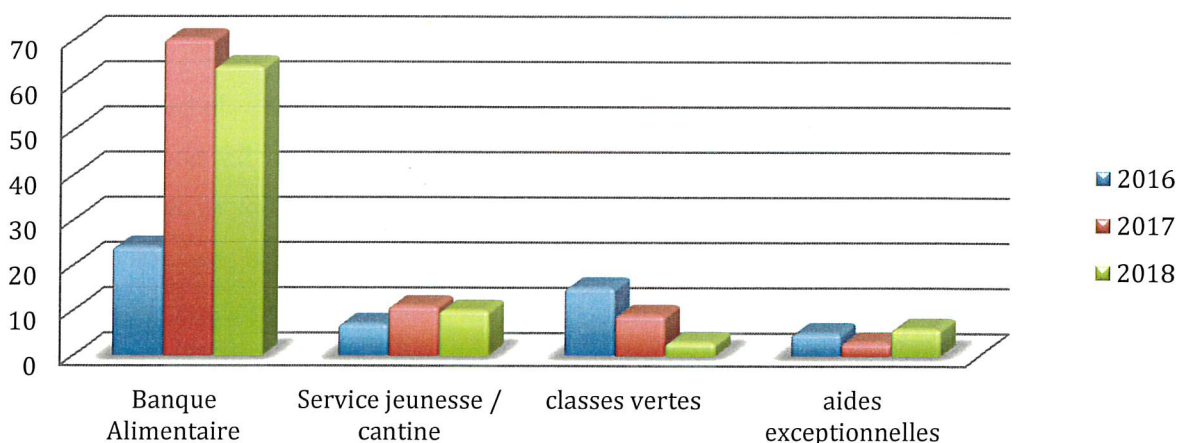
Demandes d'aides sociales facultatives 2018



Evolution du nombre de demande d'aides facultatives de 2016 à 2018



Evolution du nombre de bénéficiaires de l'aide facultative de 2016 à 2018



Le nombre de demande de colis de la banque alimentaire a connu une hausse très importante de l'ordre de 100% de 2016 à 2017 puisqu'elle a doublé, elle s'est stabilisée en 2018. On note une légère diminution du nombre de bénéficiaires (-9%) en 2018 lié à la typologie des foyers concernés (famille moins nombreuse).

Les demandes d'aide Service jeunesse et Cantine restent stables, par contre on constate une diminution des demandes d'aides pour les classes vertes mais qui se trouve être la conséquence de la diminution du nombre d'enfants concernés par l'action (moins de classes participants au voyage).

MAINTIEN A DOMICILE ET LIEN SOCIAL

▪ **L'aide au maintien à domicile des personnes âgées**

○ Le portage de repas

Cette prestation a pour mission de livrer au domicile des personnes âgées un repas chaque jour de la semaine. Le nombre d'abonnés est stable depuis 2015. Quatre personnes remplissant les conditions de ressources bénéficient de ce service.

○ La téléassistance

Ce service proposé par la Métropole contribue à la sécurisation du maintien à domicile des personnes âgées ou à mobilité réduite. Le nombre d'abonnés est stable depuis sa mise en service, 25 personnes ont adopté ce système d'assistance d'urgence.

▪ **Prévention de l'isolement social**

La population âgée de plus de 60 ans représente plus de 22% de la population Baillarguoise. L'offre de services adaptée à cette population a donc été maintenue sur le même schéma que les années précédentes.

Des actions de prévention santé sont mises en place via des cours de gymnastique et de stretching dans le cadre du dispositif YAPADAJ pour les plus de 55 ans. Des cours de gymnastique adaptée, dispensés par l'association JOUVENCE, sont également proposés aux personnes qui ont besoin de se réengager dans la pratique d'une activité physique régulière. Ces cours permettent de maintenir une autonomie physique mais aussi les capacités intellectuelles et surtout de retrouver une bonne estime de soi et de confiance en soi.

Des actions de prévention santé sont également développées pendant la semaine Bleue, semaine nationale des retraités et personnes âgées.

Le traditionnel Printemps des Aînés, repas-spectacle offert aux plus de 65 ans, a désormais lieu au Pasino de la Grande-Motte afin de pouvoir accueillir tous les convives.

Le dispositif YAPADAJ créé en 2015 a pour mission de répondre aux besoins de liens sociaux de la population baillarguoise âgée de plus de 55 ans.

Ce dispositif a pour objectif de faire participer les seniors à l'activité culturelle locale ou régionale, de favoriser le lien social et créer des temps de convivialité.

En 2018 ont été organisés :

- 3 sorties à la journée : Carnaval de Limoux, colorado provençal, spectacle cabaret.
- 1 voyage : en Espagne à Salou.

PERSPECTIVES POUR 2019

« Une société se grandit à s'occuper de ses aînés »

(L'architecture peut-elle être source de maltraitance ? – un regard de gériatres, dans Gérontologie et société 2006/4 (vol.29/n°119), pages 75 à 84)

C'est dans cet état d'esprit que le budget 2019 a été élaboré.

Le dispositif YAPADAJ

Après 3 ans d'existence, le dispositif va être renouvelé pour offrir encore plus d'activités destinées à favoriser les échanges, les activités physiques et intellectuelles, et à veiller à la persistance du lien social.

Un programme riche et varié sera proposé :

- des sorties et des voyages
- des thés et des repas dansants
- des ateliers (mémoire, informatique, jeux de société, premiers secours...)
- des conférences
- la Semaine Bleue chaque année en octobre (semaine nationale des retraités)
- des spectacles
- des activités physiques et sportives (randonnée, gymnastique)
- des activités culturelles (peinture, anglais, informatique) et d'expression (chorale),
- des rencontres intergénérationnelles en lien avec les écoles, la petite enfance, l'EHPAD

Des animateurs sont présents pour accompagner, suivre, observer et permettre à chaque personne de trouver sa place dans une activité qu'elle aura choisie.

La reconstruction de l'EHPAD

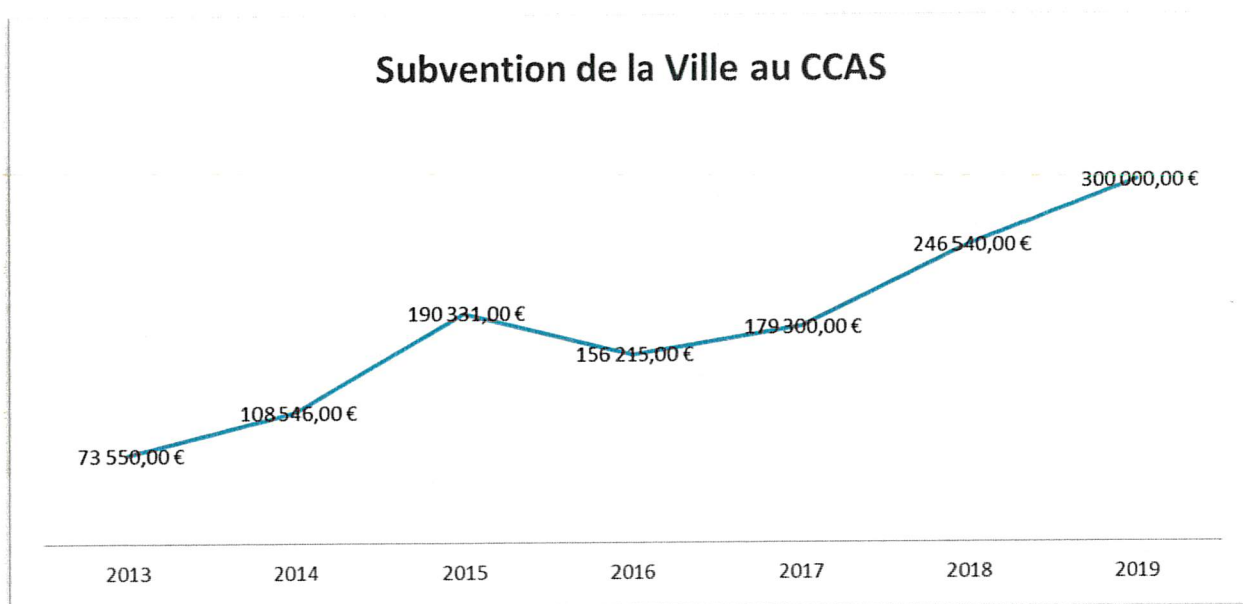
Le permis de construire a été déposé le 23 novembre 2018. Les subventions et les emprunts ont été accordés. Les travaux devraient donc débuter avant l'été 2019 pour une livraison en septembre 2020.

Ce projet est l'opportunité de replacer la personne âgée au centre de l'accompagnement. La qualité de vie des résidents sera améliorée, tout comme les conditions de travail des membres du personnel. Le bien-être au travail du personnel se répercute inévitablement sur le bien-être des résidents et vice-versa.

LE BUDGET PRINCIPAL DU CCAS

Le budget du CCAS est un budget qui répond aux mêmes exigences d'équilibre que le budget de la commune (budget en nomenclature M14). Bien qu'ayant un budget distinct de celui de la commune, le CCAS est étroitement lié aux décisions et orientations budgétaires de cette dernière car afin d'assurer ses missions, et comme le prévoit la réglementation, la commune attribue au CCAS une subvention d'équilibre annuelle qui en 2018 représente plus de 85% des recettes de fonctionnement du CCAS.

Malgré un contexte budgétaire national contraint, la ville augmente de 22% son soutien au CCAS.



Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

DEPENSES REELLES	BP 2018	CA 2018	PREVISIONS 2019	Evolution CA18/BP19
Charges à caractère général (011)	104 477	81 973	148 360	+81%
Charges de personnel (012)	187 900	174 704	195 750	+12%
Autres charges de gestion courantes (65)	3 500	2 001	3 500	+75%
Charges financières (66)	10 000	0	3 500	
Dotations aux amortissements (042-68)	583	583	890	+53%
TOTAL	306 460	259 260	364 090	+36%

RECETTES REELLES	BP 2018	CA 2018	PREVISIONS BP 2019	Evolution CA18/BP19
Atténuations de charges (013)	14 500	5 563	17 090	+224%
Produits des services (70)	9 920	7 842	7 000	-4%
Dotations et participations (74)	246 540	246 540	300 000	+22%
Autres produits de gestion courante (75)	35 500	20 871	40 000	+99%
Produits exceptionnels (77)	0	7 150	0	-100%
TOTAL		287 966	364 090	+27%

Les dépenses de fonctionnement prévues pour 2019 sont en nette progression par rapport au compte administratif 2018 (+36%). Cette évolution s'explique par le fait que trois sorties et un voyage ont été annulés dans le cadre du dispositif YAPADAJ pour des raisons de calendrier. Le taux de réalisation n'atteint que 67% sur le compte 6232 « fêtes et cérémonies ».

Pour 2019, le dispositif YAPADAJ va étoffer son offre en proposant beaucoup plus d'activités dispensées par des animateurs de qualité et un planning semestriel sera proposé

Ces activités supplémentaires seront inscrites au budget et engendreront des dépenses supplémentaires de personnel (+16%). L'effectif du CCAS se compose de trois agents titulaires pour 2,80 ETP (équivalent temps plein) et de deux agents mis à disposition par la ville pour 1,60 ETP. Un des agents titulaires est mis à disposition gratuitement du budget annexe de l'EHPAD Les Pins Bessons et un autre bénéficie d'une décharge syndicale. Ce qui fait qu'il n'y a concrètement que 2,4 ETP travaillant au CCAS. La Direction du CCAS est assurée par un agent de la ville dans le cadre d'une activité accessoire. Il est prévu pour 2019 de renforcer l'équipe pour répondre au mieux aux besoins des Baillarguais.

Le nouveau règlement général en matière de protection des données personnelles (RGPD) est applicable depuis le 25 mai 2018. Ce texte européen vient renforcer la protection des données à caractère personnel, prévue en France par la loi dite "Informatique et Libertés" de 1978. Il implique :

- L'obligation de désigner un délégué à la protection des données
- Une nouvelle logique de responsabilité
- Une obligation d'information en cas de perte de données à caractère personnel
- Un risque aggravé de sanctions (l'autorité territoriale est pénalement responsable en cas de non-conformité au règlement)

Les dépenses nécessaires à la mise en conformité du CCAS ont donc été prévues au budget (≈ 7000€).

L'investissement

Le marché de reconstruction de l'EHPAD a été attribué à EIFFAGE par délibération du 19 juillet 2018 pour un montant de 6 875 273,93€ HT (offre de base).

Toutes les dépenses vont être réalisées sur le budget principal et seront financées par l'emprunt et des subventions du Conseil Départemental de l'Hérault et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Une fois les travaux terminés l'actif et le passif seront transférés sur le budget de l'EHPAD qui remboursera directement les emprunts réalisés.

Afin de pouvoir bénéficier d'une TVA à taux réduit dans le cadre d'une livraison à soi-même, les inscriptions budgétaires relatives à la reconstruction de l'EHPAD se feront en hors taxes. La TVA sera alors payée en totalité in fine.

Les subventions

Le projet de reconstruction de l'EHPAD a obtenu le soutien du Conseil Départemental pour 1 050 273€ et le soutien de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour 793 133€.

Ces subventions seront versées au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

La dette

Un prêt à court terme pour le préfinancement des études et travaux préparatoires au projet a été contracté en 2018 pour 545 000€. Le montant des intérêts pour 2019 s'élève à 3 325€. Le capital sera remboursé in fine, en 2020.

Deux nouveaux prêts vont être contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations qui a donné en février son accord de financement pour un prêt PLS et un prêt PHARE pour un montant maximum de 5 755 575€.

BUDGET ANNEXE EHPAD LES PINS BESSONS

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens a été signé en octobre 2018 et implique désormais un état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) répondant aux normes de la comptabilité M22.

L'EPRD se substitue aux budgets prévisionnels et se caractérise par une inversion de la logique antérieure : la prévision des produits détermine dorénavant celle des charges.

En pratique, l'EPRD consiste en une présentation différente des comptes présents dans le BP. Sa logique est différente de celle des cadres classiques :

- On passe d'une logique de transmission à l'ARS d'un niveau de dépenses qui induit le niveau de ressources (cadres classiques) à une logique de niveau d'activité qui induit un niveau de ressources, qui autorise un niveau de dépenses et donc de moyens ;
- Le niveau de responsabilité des organismes gestionnaires en sort renforcé. Il dispose ainsi, sous couvert du code de l'action sociale et des familles et des dispositions du CPOM, d'une plus grande liberté en matière de pilotage financier et stratégique de ses établissements ;
- L'EPRD a vocation à être un outil de pilotage interne pour l'établissement. Les prévisions doivent être sincères et refléter ce qui va se produire dans l'année N et pour les 5 années suivantes ;
- L'action de l'ARS dans la campagne budgétaire est recentrée sur la validation des grandes masses financières, de la bonne trajectoire financière de l'établissement et de la conformité avec les objectifs du CPOM.

L'EPRD 2019 de l'EHPAD Les Pins Bessons a été adopté le 11 décembre 2018. Il s'équilibre en dépenses et en recettes : en investissement à 145 751,20 euros et en fonctionnement à 2 471 675,48 euros.

- **SECTION D'EXPLOITATION (Compte de résultat prévisionnel principal (CRPP) / annexe soumise à l'obligation d'équilibre)**

CRPP	GROUPE 1	GROUPE 2	GROUPE 3	TOTAL
DEPENSES	388 715,66 €	1 831 596,56 €	251 366,26 €	2 471 675,48 €
RECETTES	2 375 169,66 €	96 505,82 €	0 €	2 471 675,48 €

- **SECTION D'INVESTISSEMENT (Tableau de financement prévisionnel (TFP))**

TFP	TOTAL
DEPENSES	145 751,20 €
RECETTES	145 751,20 €

La dette

Le budget annexe de l'EHPAD les Pins Bessons rembourse un seul emprunt contracté en décembre 2000 pour une durée de 25 ans. Le capital restant dû s'élève à 652 641,83€ au 1^{er} janvier 2019 et l'annuité est de 105 431,82€ (62 982,65€ de remboursement de capital et 43 449,17€ de charges d'intérêts pour 2018).